

Objet : Convention d'utilisation du château de l'Echelle par En Scènes Acting
N° D 2026-094

DÉCISION DU MAIRE

Le Maire de La Roche-sur-Foron,

Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L2122-22 et L2122-23,

Vu la délibération n°DCM2026.03.28/05 du Conseil Municipal en date du 28 mars 2026 donnant délégation à Monsieur le Maire pour décider de la conclusion et de la révision de louage des choses pour une durée n'excédant pas 12 ans,

Vu la délibération n°DCM2026.03.28/05 du Conseil Municipal en date du 28 mars 2026 donnant délégation à Monsieur le Maire, et notamment de fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs,

Vu la décision du Maire n° D2026-069 en date du 2 juillet 2026 fixant les tarifs culturels pour 2026,

Considérant la demande reçue par la société En Scènes Acting

Considérant la mise à disposition du rez-de-chaussée du Château de l'Echelle

DÉCIDE

Article 1 :

D'approuver la convention d'utilisation pour le rez-de-chaussée par la société En Scènes Acting du 9 au 11 octobre 2026 pour leur manifestation *Enquête grandeur nature* au château de l'Echelle.

Article 2 :

Au vu de la mise en valeur du château et d'un partenariat en cours de discussion avec la société En Scènes Acting, un tarif privilégié est concédé par anticipation de la signature de cette convention de partenariat. La mise à disposition du rez-de-chaussée est à titre gracieux comme stipulé dans la décision n° D2026-069 en date du 2 juillet 2026 pour les organismes privés suivant la convention de partenariat.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des services de la commune de La Roche-sur-Foron est chargé de l'exécution de la présente décision.

Article 4 :

Ampliation de la présente décision est transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Bonneville,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de La Roche Sur Foron.

Article 5 :

En application de l'article L.2122-23 du C.G.C.T., la présente décision sera portée à la connaissance du prochain Conseil Municipal.

Certifié exécutoire par le Maire
Reçu en sous-préfecture de Bonneville le
Affiché le
Publié sur le site de la mairie le
Notifié à l'agent le

En mairie, le 10 septembre 2026
La Maire,
Benoît CHAMBOURDON



Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, boîte postale 1135b, 38022 Grenoble Cedex. Saisine possible par voie dématérialisée à l'adresse : www.telerecours.fr (comprenant l'accès à «Télérécours citoyens»). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire de la commune. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).